



Conseil économique et social

Distr. générale
30 août 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Utilisation des ressources financières en 2011-2012

Utilisation des ressources financières en 2011-2012

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document recense les contributions fournies par les pays et les organisations au Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels en 2011 et 2012. Il présente également en détail les dépenses financées par les ressources du Fonds concernant les activités prévues dans le plan de travail adopté pour la même période et identifie les importantes contributions en nature apportées par les pays et les organisations.

Le présent document est communiqué à la Conférence des Parties à la Convention pour qu'elle l'examine, conformément à la demande faite par la Conférence à sa sixième réunion (ECE/CP.TEIA/22, par. 76 b) et d)).

1. À sa sixième réunion (La Haye, 8-10 novembre 2010), la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels a adopté le budget du plan de travail pour la période 2011-2012 et a demandé au secrétariat de gérer les contributions volontaires fournies pour la mise en œuvre de ce plan (ECE/CP.TEIA/22, par. 76 b)). Elle a également prié le secrétariat de rendre compte de l'emploi qui aura été fait des ressources au cours de la période 2011-2012 et d'intégrer dans son rapport une comparaison entre les dépenses prévues et les dépenses réelles (ibid., par. 76 d)).

2. Le présent document contient des informations sur l'emploi fait des ressources financières et des contributions en nature en vue de l'application de la Convention. Il contient également la liste des Parties, des autres États membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et des organisations internationales qui ont fourni des contributions financières ou en nature pour la mise en œuvre des activités de la Convention au cours de la période 2011-2012.

3. Au cours de l'exercice biennal 2011-2012, les Parties ont versé, ou prévu de verser, au total 877 334 dollars des États-Unis au Fonds d'affectation spéciale de la Convention (voir tableau 1 ci-après)¹.

Tableau 1

Contributions financières au Fonds d'affectation spéciale de la Convention et contributions en nature reçues au cours de l'exercice biennal 2011-2012 (au 31 juillet 2012, y compris les montants annoncés dus en 2012)

(En dollars des États-Unis)

<i>Partie/pays</i>	<i>Contributions financières</i>	<i>Valeur approximative des principales contributions en nature</i>
Allemagne ^a	198 261	129 500
Autriche	5 333	
Italie	137 447	
Norvège	51 950	
Pays-Bas ^b	132 505	
Pologne	-	32 000
République tchèque	10 000	
Suède	-	60 000
Suisse	154 697	24 000
Union européenne ^c	80 836	
Initiative sur l'environnement et la sécurité (fonds provenant de la Finlande et de l'Autriche)	95 570	112 000

^a Les contributions financières comprennent 6 000 euros (équivalant à environ 7 500 dollars des États-Unis) facturés en août 2012.

^b Les contributions financières comprennent 40 000 euros (équivalant à environ 50 200 dollars des États-Unis) annoncés pour le deuxième semestre de 2012.

^c Les contributions financières comprennent 35 000 euros (équivalant à environ 43 900 dollars des États-Unis) annoncés pour le deuxième semestre de 2012.

¹ Projet de Convention sur les accidents industriels (Projet n° E106-ECE-EV-102) et Projet relatif aux accidents industriels et à la sécurité (Projet n° E191-ECE-EV-102).

4. Au cours de l'exercice biennal 2011-2012, les Parties et d'autres parties prenantes ont également fait des contributions en nature, en fournissant des experts ou un financement direct pour l'organisation de différentes réunions et manifestations au titre de la Convention, pour un montant total d'environ 446 500 dollars des États-Unis. Les principaux contributeurs en nature, à des niveaux supérieurs à 20 000 dollars (1 % du budget prévu), sont l'Allemagne, la Pologne, la Suède, la Suisse et l'Initiative sur l'environnement et la sécurité (fonds provenant de la Finlande) (voir tableau 1). Les organisations et entreprises suivantes ont également apporté des contributions, notamment en proposant leur savoir-faire: Det Norske Veritas (DNV) Energy (Belgique); la Fédération européenne du génie chimique; le European Process Safety Centre; le groupe GCE (Fédération de Russie); et Prevention Management International BVBA².

5. La fourniture par l'Allemagne, à partir de novembre 2011, d'un expert associé, assortie d'un financement s'élevant à environ 145 000 dollars par an, a eu une grande importance³. Le poste d'expert associé est financé par l'Allemagne pour une période initiale de deux ans et pourrait être prolongé de six mois ou d'un an à condition que la Convention prenne en charge le financement pour une durée équivalente.

6. En outre, les pays suivants étaient bénéficiaires du Programme d'aide tout en fournissant des contributions en nature aux activités: Croatie, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan et Ukraine⁴.

7. Par ailleurs, les membres du Bureau et du Groupe de travail de l'application ont apporté d'importantes contributions en nature à la fois en agissant en faveur de la Convention au cours des réunions des deux organes et en faisant mieux connaître la Convention lors de diverses manifestations.

8. Le tableau 2 ci-dessous montre quel était le solde du Fonds d'affectation spéciale de la Convention (en décembre 2010, en décembre 2011 et en juillet 2012) et mentionne des projections (jusqu'en décembre 2012) concernant ce solde. On peut constater que les contributions en espèces de 2012 ont été nettement inférieures à celles de 2011 et que le solde du Fonds d'affectation spéciale a légèrement diminué au cours de l'exercice biennal.

Tableau 2

Solde du Fonds d'affectation spéciale de la Convention et projections

(au 31 juillet 2012)

(En dollars des États-Unis)

<i>Période</i>	<i>Montant total des contributions^a</i>	<i>Montant total des dépenses</i>	<i>Solde</i>
Solde au 31 décembre 2010			728 538
Janvier-décembre 2011	547 530	523 162	752 906
Janvier-juillet 2012	228 204	166 385	814 724
Août-décembre 2012 (<i>projection</i>)	101 600	215 000	701 324
Total	877 334	904 547	

^a Montant total des contributions, y compris les intérêts.

² La mention d'une entreprise commerciale dans le présent document n'implique aucune approbation de la part de l'Organisation des Nations Unies.

³ Le financement de l'expert associé n'est assuré ni par les contributions en nature, ni par le Fonds d'affectation spéciale de la Convention et, par conséquent, n'apparaît nulle part ailleurs dans le présent rapport.

⁴ La Roumanie a également participé et contribué aux activités relevant du Programme d'aide, mais pas en tant que pays bénéficiaire.

9. Le tableau 3 ci-dessous présente un aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives. Le détail des dépenses et une comparaison entre dépenses prévues et dépenses effectives figurent au tableau 4. Il s'agit aussi bien des dépenses effectuées directement à partir du Fonds d'affectation spéciale⁵ que des dépenses couvertes par des contributions en nature, dont la valeur a été exprimée en dollars des États-Unis⁶. Le tableau 3 présente également les prévisions de dépenses pour les réunions prévues entre août et décembre 2012.

10. On s'attendait à ce que plusieurs activités prévues ne soient pas achevées au cours de l'exercice biennal. En ce qui concerne la participation de Parties et d'autres parties prenantes, aucune dépense n'était requise pour les visites de travail ou les réunions de haut niveau dans les Parties, ou pour les visites de travail auprès de diverses parties prenantes. Ces activités comprennent deux ateliers d'échange d'informations – l'un sur le partage de bonnes pratiques pour accroître la participation du public aux activités nationales relatives à la sécurité industrielle et sur l'échange de données d'expérience, et l'autre sur la préparation et l'intervention – pour lesquels aucun pays chef de file n'a été identifié et pour lesquels il n'existe pas de ressources suffisantes dans le Fonds d'affectation spéciale⁷. Pour le domaine d'activité du financement, aucune dépense n'était requise pour les réunions de donateurs ou les visites bilatérales. Aucune réunion n'a été organisée pour examiner les progrès accomplis grâce au Programme d'aide, en grande partie parce que les pays bénéficiaires n'avaient pas fini de mettre au point les auto-évaluations et les plans d'action.

Tableau 3

**Aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives
(au 31 décembre 2012)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Dépenses prévues</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
I. Activités de base de la Convention	540 000	175 042	185 000
II. Activités d'aide de la Convention	700 000	408 860	261 500
III. Autres activités du secrétariat	710 000	320 645	-
Total (toutes activités et tout le personnel)	1 950 000	904 547	446 500

11. Au titre du Programme d'aide lui-même, le projet prévu relatif à l'amélioration du cadre juridique de la Géorgie n'a pas été exécuté à la demande du pays bénéficiaire. Deux missions de conseil n'ont pas été nécessaires. Enfin, il n'a pas été possible, faute de ressources extrabudgétaires suffisantes, de financer un poste d'agent des services généraux pour le Programme d'aide.

⁵ Les chiffres indiquent l'état du Fonds d'affectation spéciale à la date du 31 juillet 2012.

⁶ Sur la base des hypothèses suivantes: a) accueil d'une réunion de la Conférence des Parties: 50 000 dollars; b) accueil d'un atelier: 30 000 dollars; c) accueil d'une réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application: 7 500 dollars; d) accueil d'une réunion du Bureau ou du Groupe de travail: 5 000 dollars; e) accueil d'une réunion d'une équipe spéciale: 2 500 dollars; f) fourniture d'experts à l'appui des activités du Programme d'aide: 2 000 dollars; et g) frais de voyage des experts: 1 000 dollars.

⁷ Le séminaire se tenant dans le cadre de la septième réunion de la Conférence des Parties pourrait être considéré comme satisfaisant aux attentes du deuxième atelier mentionné; ce séminaire a été financé en nature par la Suède.

12. Le budget prévu pour l'exercice biennal était de 1 950 000 dollars, alors que le total des dépenses prévues et des contributions en nature s'élevait à 1 351 047 dollars. On avait établi le budget en pensant que des pays chefs de file seraient trouvés pour chaque activité et, surtout, que des fonds et des contributions en nature seraient fournis en quantité suffisante. Aucune de ces deux conditions n'a été satisfaite au cours de l'exercice biennal.

13. Les dépenses du Fonds d'affectation spéciale étaient supérieures aux ressources, ce qui s'était traduit par une diminution du solde à la fin de l'exercice biennal (de 728 538 à 701 324 dollars); les ressources avaient baissé et le nouveau membre du personnel qu'il avait été convenu de recruter sur des fonds extrabudgétaires devait prendre ses fonctions prochainement. Tous ces facteurs combinés montraient que la dépense ne pourrait être maintenue si le niveau des contributions n'augmentait pas.

Tableau 4
Détails des dépenses, 2011-2012

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
I. Activités de base de la Convention						
Participation des Parties et de diverses parties prenantes	Communication ciblée (lettres d'information, communiqués de presse, brochures, site Web, participation à des forums)	15 000	Les activités de communication suivantes ont été exécutées:			
			1. Réunion du Programme de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine financée par l'Union européenne (Bruxelles, 9 et 10 juin 2011)			
			2. Conférence de Wilton Park sur les urgences environnementales (Montreux, Suisse, 14 septembre 2011)			
			3. Atelier de l'OCDE sur la gestion des risques d'accidents technologiques causés par les catastrophes naturelles (Natech) (Dresde, Allemagne, 23-25 mai 2012)			
			(Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour la participation des membres du personnel du secrétariat aux trois activités)	5 685		
			4. Atelier sur la caractérisation des expositions transfrontières en matière d'évaluation des risques des accidents chimiques (Varsovie, 4 et 5 avril 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour le membre du Groupe de travail de l'application représentant la République de Moldova, selon la décision du Bureau)	1 398		
			5. Traductions entre l'anglais et le russe	5 085		
			6. Publication à l'occasion du vingtième anniversaire (contrat institutionnel)	26 454		

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
	Visites de travail et réunions de haut niveau dans les Parties	9 000		–		
	Visites de travail auprès de diverses parties prenantes	6 000		–		
Total partiel		30 000		38 621		
Échange d'informations	Atelier sur le partage de bonnes pratiques pour l'amélioration du rapport coût-efficacité des politiques de prévention des accidents graves	50 000	Atelier sur le rapport coût-efficacité des politiques de prévention des accidents graves (Varsovie, 12 octobre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour huit participants et experts, plus la moitié des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance pour un membre du personnel du secrétariat, étant donné que l'atelier venait immédiatement à la suite de la réunion du Comité des autorités compétentes de l'UE)	11 961	La Pologne a accueilli la réunion. La Commission européenne a fourni les services d'interprétation.	30 000
	Atelier sur le partage des bonnes pratiques pour accroître la participation du public aux activités nationales relatives à la sécurité industrielle	50 000	Activité non exécutée	–		
	Échange de données d'expérience en matière de préparation et d'intervention	15 000	Activité non exécutée	–		
Total partiel		115 000		11 961		30 000

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
Partenariats stratégiques	Atelier conjoint avec la Convention sur l'eau en vue d'étudier les progrès réalisés dans la prévention de la pollution accidentelle des eaux, vingt-cinq ans après l'accident de Schweizerhalle	50 000	Séminaire organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accident survenu à l'usine Sandoz (Bonn, Allemagne, 8 et 9 novembre 2011)	–	L'Allemagne a accueilli la réunion. L'Allemagne a fourni un appui financier aux participants qui y avaient droit.	50 000
	Réunion avec des organisations partenaires pour coordonner les activités conjointes	20 000	Les réunions suivantes ont été tenues avec les organisations partenaires: 1. Deux réunions du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels (Groupe mixte d'experts) chargé d'élaborer des lignes directrices et des bonnes pratiques pour la gestion des crises concernant les eaux transfrontières (Genève, 31 mai 2011 et 10 octobre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour deux et quatre experts respectivement) 2. Dépenses de consultant à l'appui du Groupe mixte d'experts chargé d'élaborer des lignes directrices et des bonnes pratiques pour la gestion des crises concernant les eaux transfrontières (les fonds n'ont toujours pas été débloqués) 3. Réunions du Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques (Paris, 5-7 octobre 2011), et du Comité des autorités compétentes de l'UE (Varsovie, 12 octobre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour un membre du personnel du secrétariat)	10 977 18 419 2 399		

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>
			4. Atelier conjoint PNUE/BCAH pour définir le cadre pour l'intervention et la préparation aux situations d'urgence environnementale (Genève, 30 et 31 mai 2012)	–	
			5. Rapport sur la première action menée concernant le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières		Dépenses de consultant financées par le budget ordinaire de l'ONU
			6. Réunion de lancement avec le PNUE et le BCAH pour l'élaboration d'un cours de formation en ligne (Genève, 20 juin 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour un expert)	1 209	
			7. Réunion d'experts avec le PNUE et le BCAH pour élaborer un cours de formation en ligne (Genève, 29 août 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour deux experts)	2 000 <i>(prévision)</i>	
			8. Réunion du Comité des autorités compétentes de l'UE (Chypre, 24-26 septembre 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour un membre du personnel du secrétariat)	2 000 <i>(prévision)</i>	
			9. Réunions annuelles du Groupe de travail d'experts du PNUE relatif à l'Initiative du cadre souple pour la prévention des accidents chimiques et la préparation à de tels accidents (Paris, 15 et 16 octobre 2012) et du Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques (Paris, 17-19 octobre 2012) (frais de voyages et indemnité journalière de subsistance pour un membre du personnel du secrétariat)	2 000 <i>(prévision)</i>	

		<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>		
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
			10. Réunion supplémentaire du Groupe mixte d'experts chargés d'élaborer une liste de contrôle ou une méthode pour harmoniser la planification d'urgence en cas d'accidents pouvant avoir des conséquences pour les cours d'eau transfrontières	6 000 <i>(prévision)</i>		
Total partiel		70 000		44 004		67 500
Financement	Réunions pour la création d'un mécanisme financier	10 000	Deux réunions de l'équipe spéciale (Genève, 22 mars 2011 et 10 janvier 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour un membre du Groupe de travail de l'application)	2 828	Réunions à Genève	5 000
	Réunions de donateurs	10 000	Activités non exécutées	–		
	Visites bilatérales	15 000	Activités non exécutées	–		
Total partiel		35 000		2 828		5 000
Activités diverses	Septième réunion de la Conférence des Parties	80 000	Septième réunion de la Conférence des Parties, (Stockholm, 14-16 novembre 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance, principalement pour les participants)	30 000 <i>(prévision)</i>	La Suède sera le pays hôte de la réunion	50 000 <i>(prévision)</i>
	Réunions du Bureau	75 000	Les réunions suivantes ont été organisées:			
			1. Deux réunions conjointes du Bureau et du Groupe de travail de l'application (Genève, 20 et 21 janvier 2011 et 30 juin 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour quatre membres)	14 804	Réunions à Genève	5 000
			2. Réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application (Bonn, Allemagne, 10 et 11 novembre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour cinq membres et trois membres du personnel du secrétariat (participant également à l'atelier sur l'accident de l'usine Sandoz susmentionné)	9 311	L'Allemagne a accueilli la réunion	7 500

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
			3. Réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application (Édimbourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 29 février et 1 ^{er} mars 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour quatre membres et deux membres du personnel du secrétariat)	10 671	Le Royaume-Uni a accueilli la réunion	7 500
			4. Réunion du Bureau (Stockholm, 27 et 28 juin 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour un membre et deux membres du personnel du secrétariat)	6 723	La Suède a accueilli la réunion	5 000
			5. Réunion du Bureau (Stockholm, 13 novembre 2012) (tous les coûts sont inclus dans les coûts afférents à la réunion de la Conférence des Parties)	–	La Suède accueillera la réunion	5 000
	Réunions du Groupe de travail de l'application	25 000	Réunion du Groupe de travail de l'application (Genève, 29 et 30 mars 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour trois membres)	6 118	Réunion tenue à Genève	2 500
	Réunions pour l'examen de l'état d'avancement du Programme d'aide	60 000	Activité non exécutée	–		
	Consultation afin de permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents industriels de la CEE	50 000	Activité exécutée au moyen d'une procédure de consultation en ligne en mai et juin 2012 (aucun coût)	–		
Total partiel		290 000		77 628		82 500
Total de la section I		540 000		175 042		185 000

		<i>Plan de travail prévu</i>	<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>			
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
II. Activités d'aide de la Convention						
Programme d'aide	Projet relatif à l'amélioration du cadre juridique de la Géorgie	40 000	Activité non exécutée à la demande du pays bénéficiaire	–		
	Inspections sur place en Croatie, en Serbie et en ex-République yougoslave de Macédoine	90 000	Le projet comprenait:	(81 171) ^a		(6 000) ^a
			1. Réunion préparatoire (Vienne, 9 et 10 février 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour deux experts et un membre du secrétariat)	3 076	La Norvège a fourni un expert (E et V)	3 000
			2. Visite conjointe sur un site industriel dangereux avec atelier d'évaluation des visites (Zagreb, 29-31 mars 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour 25 participants, 3 experts et 2 membres du personnel du secrétariat, plus un contrat de consultant institutionnel)	70 395	La Norvège a fourni un expert (E et V)	3 000
			3. Dépenses de consultant (contrats pour deux experts)	8 904		
	Atelier sur les indicateurs et les critères applicables aux pays bénéficiaires du Programme d'aide	100 000	Le projet comprenait:	–		(133 500) ^a
			1. Réunion préparatoire (Genève, 23 mars 2011)	–	Réunion à Genève	2 500
			2. Atelier sur l'utilisation d'indicateurs et de critères pour l'exécution de l'approche stratégique (Bratislava, 4-6 mai 2011)	–	Finlande, par le biais de l'Initiative sur l'environnement et la sécurité et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	112 000

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			3. Dépenses de consultant	–	La Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suisse (E et V pour ces cinq pays) ainsi que l'Italie et la Serbie (E pour ces deux pays) ont fourni des experts	19 000
	Projet relatif au delta du Danube auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie	300 000	Le projet relatif à la gestion des risques et des crises dans le delta du Danube a débuté en décembre 2010. Il devrait se poursuivre jusqu'en décembre 2013 ou jusqu'en 2014. Les activités prévues en 2011 et 2012 étaient les suivantes:	(261 689) ^a (prévision)		(41 000) ^a (prévision)
			1. Réunion préparatoire (Bucarest, 7 et 8 février 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour quatre participants et un membre du personnel du secrétariat)	6 048	L'Allemagne et les Pays-Bas ont fourni des experts (E et V)	6 000
			2. Réunion de lancement (Kiev, 11 mai 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour sept participants, un expert et deux membres du personnel du secrétariat)	20 869	L'Allemagne et les Pays-Bas ont fourni des experts (E et V)	6 000
			3. Atelier sur la gestion des risques (Chisinau, 12 et 13 juillet 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour neuf participants, quatre experts et un membre du personnel du secrétariat, plus une subvention pour l'organisation de l'atelier)	50 492	L'Allemagne a fourni des experts (E)	4 000
			4. Première réunion du Groupe de gestion du projet (Berlin, 11 août 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour six participants, un expert et un membre du personnel du secrétariat)	8 294	L'Allemagne a accueilli la réunion	2 500

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
			5. Visite commune de terminaux pétroliers (Galati en Roumanie, et Giurgiulesti en République de Moldova, 27-30 septembre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour huit participants, cinq experts et un membre du personnel du secrétariat, plus PNUD pour l'organisation de la mission)	63 176		
			6. Atelier sur la gestion des crises (Chisinau, 13 et 14 décembre 2011), plus réunion du Groupe de gestion des crises (Chisinau, 15 décembre 2011) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour huit participants, un expert et deux membres du personnel du secrétariat, plus subvention pour l'organisation de l'atelier)	43 299	La Pologne (E) et le Groupe conjoint de l'environnement PNUE/BCAH (E et V) ont fourni un expert	5 000
			7. Dépenses de consultant à l'appui de l'exécution du projet (contrat institutionnel)	41 750		
			8. Deux premières réunions du Groupe d'experts chargé d'élaborer des lignes directrices en matière de sécurité pour les terminaux pétroliers (Berlin, 14 mars 2012 et Saint- Pétersbourg, Fédération de Russie, 18 juin 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour deux participants et deux membres du personnel du secrétariat)	9 761	L'Allemagne a accueilli la première réunion. Des entreprises commerciales ont fourni des experts. Le groupe GCE (Fédération de Russie) a accueilli la réunion. Allemagne (E et V)	12 000
			9. Deuxième réunion du groupe chargé de la gestion du projet (Kiev, 14 septembre 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	8 000 <i>(prévision)</i>		
			10. La visite commune de terminaux pétroliers en Ukraine et l'exercice sur table de gestion d'une crise devraient être reportés à 2013	—		

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>				
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
			11. Troisième réunion du Groupe d'experts chargé d'élaborer des lignes directrices en matière de sécurité pour les terminaux pétroliers (Genève, décembre 2012) (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance pour les experts)	10 000 (prévision)	Réunion à Genève. L'Allemagne (E et V) et des entreprises fournissent des experts	5 500 (prévision)
	Autres projets approuvés par le Bureau et le Groupe de travail de l'application, sous réserve de la disponibilité de ressources humaines	150 000	Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont approuvé les projets suivants:	(66 000) ^a (prévision)		(81 000) ^a
			1. Atelier de sensibilisation à la Convention pour le Turkménistan, organisé conjointement avec la Convention de la CEE sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Achgabat, 5 et 6 juin 2011)	–	L'Italie, la République de Moldova et la Slovaquie ont fourni des experts (E). Réunion organisée avec des fonds débloqués par la GIZ.	31 000
			2. Session nationale de formation pour le Kirghizistan et le Tadjikistan (Bichkek, 22 et 23 novembre 2011)	–	Réunion organisée avec des fonds débloqués par la GIZ et des fonds débloqués par la Suisse en faveur du Zoi Environment Network	30 000
			3. Session nationale de formation pour l'Ouzbékistan (Tachkent, 6 et 7 décembre 2011)	–	Réunion organisée avec des fonds débloqués par la GIZ et des fonds débloqués par la Suisse en faveur du Zoi Environment Network	20 000
			4. Formation de formateurs aux enquêtes et à l'évaluation de l'état des installations industrielles (Yerevan, 29 mai-1 ^{er} juin 2012)	–	Projet d'aide à l'amélioration des connaissances en matière de sécurité industrielle en milieu universitaire, financé et exécuté par l'Allemagne	

<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre août et décembre 2012)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>
			5. Deuxième projet d'inspection sur place pour la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie, fin 2012	66 000	
	Deux missions de conseil	20 000	Activités non exécutées	–	
Total de la section II		700 000		408 860	261 500
III. Autres activités du secrétariat					
	Professionnels rémunérés sur des fonds extrabudgétaires (Programme d'aide)	400 000	Coûts des services du fonctionnaire chargé de l'appui au Programme (janvier 2011-juillet 2012)	230 645	
			Coûts des services du fonctionnaire chargé de l'appui au Programme (<i>prévision août-décembre 2012</i>)	60 000 (<i>prévision</i>)	
	Professionnels rémunérés sur des fonds extrabudgétaires	240 000	Coûts des services des spécialistes des questions d'environnement (<i>prévision octobre-décembre 2012</i>)	30 000 (<i>prévision</i>)	
	Personnel des services généraux rémunéré sur des fonds extrabudgétaires (Programme d'aide)	70 000	Activité non exécutée en raison du manque de ressources	–	
Total de la section III		710 000		320 645	-
Total (englobant toutes les activités et toutes les catégories de personnel)		1 950 000		904 547	446 500

Abréviations: UE = Union européenne; GIZ = Agence allemande de coopération internationale; BCAH = Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement; E = expert fourni au titre des contributions en nature; E et V = expert fourni au titre des contributions en nature + frais de voyage et indemnité journalière de subsistance afférents.

^a Les chiffres entre parenthèses représentent le coût total d'une activité ou d'un projet. Les coûts de chacune des réunions, activités ou manifestations entrant dans le cadre dudit projet sont donnés séparément.